

Jeffrey Sachs : l'Europe, en première ligne dans un monde multipolaire ?

Jeffrey D. Sachs est un professeur d'économie de renommée mondiale, auteur de best-sellers, pédagogue innovant et leader mondial du développement durable. Suivez la chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à tous. Nous sommes aujourd'hui le seize octobre deux mille vingt-six, et nous avons le plaisir de recevoir le professeur Jeffrey Sachs. Merci de revenir parmi nous.

#Jeffrey Sachs

C'est un plaisir d'être avec vous. Merci beaucoup.

#Glenn

Je voulais donc vous interroger sur le rôle de l'Europe dans un monde multipolaire. Car, dans ce monde multipolaire, nous savons que la Chine sera, bien sûr, un centre de pouvoir majeur. Nous savons que la Russie a tout intérêt à diversifier ses partenariats, c'est-à-dire à se tourner vers l'Est, à moins dépendre de l'Occident, qui a ravivé une politique de blocs après la guerre froide. Nous savons que les États-Unis doivent commencer à établir des priorités. Et ils vont probablement se tourner davantage vers l'hémisphère occidentale et l'Asie de l'Est. Or, quand on se tourne vers une région, il faut forcément se détourner d'une autre. Et je pense que l'Europe n'est plus la priorité absolue. Alors, puisque c'est ainsi que les grandes puissances évoluent, quel rôle l'Europe peut-elle jouer dans ce monde multipolaire, qui est déjà là ?

#Jeffrey Sachs

L'Europe n'a manifestement pas trouvé sa place. Elle a fondé tout son avenir sur l'alliance transatlantique, et c'est une erreur pour deux raisons. Premièrement, comme vous le dites très justement, le soi-disant partenaire de l'autre côté de l'Atlantique se soucie très peu de l'Europe et la

traite avec mépris. Deuxièmement, ce n'est pas là que se joue l'avenir du monde, sur le plan économique, technologique ou en matière de sécurité. Et ce n'est pas là non plus que se situent les défis de l'Europe. Les défis de l'Europe sont au moins aussi importants — je dirais même plus importants — en Eurasie continentale. Autrement dit, l'avenir de l'Europe, plutôt que de reposer sur les États-Unis, devrait reposer sur ses relations avec la Russie, la Chine, l'Inde et le reste du supercontinent eurasiatique.

Bien sûr, l'Europe a aussi de vraies raisons de s'intéresser à l'Afrique. Et notamment parce que l'Afrique compte aujourd'hui un milliard et demi d'habitants, soit près de quatre fois la population de l'Europe. Sa population continue d'augmenter fortement, tout comme son poids économique. D'ici le milieu du siècle, l'Afrique comptera deux milliards et demi d'habitants. Et selon la trajectoire des Nations unies — qui n'est pas vraiment une prévision, mais plutôt une projection mécanique — la population africaine atteindra trois milliards et demi de personnes d'ici à deux mille cent. Cela représentera environ un tiers de la population mondiale. Donc oui, l'Europe a de nombreuses directions vers lesquelles se tourner. Mais, dans son esprit, elle a entièrement cherché sa sécurité à l'ouest, du côté des États-Unis. Cela ne fonctionne pas. L'Europe a besoin d'une doctrine de sécurité et de défense, et elle n'en a pas aujourd'hui.

Mais l'Europe se coupe aussi de ce qui nourrit l'avenir de son économie en dressant des murs face à la Russie, qui était un élément extrêmement important des relations économiques européennes jusqu'à il y a seulement cinq ans. Et maintenant, l'Europe fait la même chose avec la Chine. Il est donc vraiment difficile de comprendre ce que les dirigeants européens ont en tête aujourd'hui, si ce n'est qu'ils sont sur la défensive. Ils ne pensent pas de manière constructive. Ils sont terrifiés par la Russie. C'est une irrationalité extrêmement grave. Ils ne comprennent pas la Chine. Et la moitié du sentiment anti-chinois grandissant en Europe consiste à s'aligner sur les États-Unis, qui ont leurs propres névroses à propos de la Chine. L'autre moitié, c'est tout simplement du pessimisme européen et du protectionnisme. Donc, tout cela pour dire que je reviens tout juste d'un court séjour à Bruxelles, et j'ai eu le même sentiment : l'Europe n'a aucune direction.

Bien sûr, il n'y a pas de véritable orientation, de sécurité ni de doctrine de défense en dehors de l'OTAN. Et l'OTAN est en train de se déliter. L'Europe ne comprend pas pourquoi elle se délite et veut simplement, d'une manière ou d'une autre, préserver une vision dépassée du monde. Cela ne lui a apporté aucun avantage. En revanche, cela a eu beaucoup d'effets négatifs. C'est pour cela que l'Europe ne figure sur la liste de personne parmi les grandes puissances. Parce qu'on comprend ce qui se passe. Et il n'y a ni orientation ni capacité diplomatique. Bien sûr, c'est aussi un problème structurel. Vingt-sept pays, après plus de soixante ans de tentatives pour trouver une unité — avec un nombre de membres qui augmente, ce qui complique évidemment encore les choses — ne sont pas réellement parvenus à une unité en matière de relations extérieures, qu'elles soient économiques, géopolitiques ou liées à la défense.

#Glenn

En ce qui concerne l'Afrique, je suis heureux que vous l'ayez mentionnée. Parce que, vous savez, au début de la Première Guerre mondiale, il y avait environ cent trente millions d'habitants en Afrique. Aujourd'hui, ils sont plus de dix fois plus nombreux. Et le continent compte aussi plusieurs des économies qui connaissent la croissance la plus rapide. Mais nous continuons de regarder les économies africaines et leur population à travers certains vieux stéréotypes : comme si l'Afrique ne faisait que fournir des ressources naturelles et était condamnée à la pauvreté. Pourtant, les choses changent très vite aujourd'hui.

#Jeffrey Sachs

Juste pour ajouter, si vous me le permettez, et pour remettre aussi les chiffres en perspective : au milieu du vingtième siècle, l'Afrique représentait neuf pour cent de la population mondiale. Aujourd'hui, c'est dix-huit pour cent. En deux mille cinquante, ce sera un quart de la population mondiale. Et comme je l'ai dit, d'ici deux mille cent, selon ce qui n'est encore qu'une projection — je ne veux pas accorder trop d'importance à ces chiffres —, cela pourrait très bien représenter un tiers de la population mondiale. C'est important en soi, bien sûr. Mais c'est aussi important pour l'Europe, pour l'économie et pour les questions de sécurité. Aujourd'hui, c'est un enjeu fondamental de développement économique. Si l'immense population de jeunes en Afrique reçoit une bonne éducation, alors l'avenir économique de l'Afrique sera prometteur. Les gens resteront chez eux et construiront un avenir prospère.

Si, comme le montre la trajectoire actuelle, des centaines de millions de jeunes n'ont pas accès aujourd'hui à une éducation décente, alors ce sera, bien sûr, une véritable calamité sociale pour la génération à venir, mais aussi une calamité géopolitique. On pourrait penser que quelqu'un se pencherait sur cette question. Il y a quelques jours, au Parlement européen, je me plaignais justement que, du côté européen, personne n'y réfléchit de manière sérieuse. C'est ironique, car avec toutes les nouvelles technologies, la capacité d'étendre une éducation de qualité à grande échelle est plus grande que jamais dans l'histoire. Mais, selon moi, l'Europe ne soutient pas cela de manière systématique, ni d'aucune façon réelle.

Tout cet ensemble de questions liées au développement, et ainsi de suite, a été complètement relégué au second plan par la guerre en Ukraine. Mais c'est une erreur. Ce que les pays, ce que les dirigeants devraient faire, s'ils agissent avec sagesse, c'est penser au monde dans un quart de siècle, et à la place qu'y occupera leur région. Ne pas se limiter à la crise immédiate d'aujourd'hui, mais réfléchir au monde du milieu du siècle. Qui, en Europe, parle de cette manière ? Personne, évidemment. Aux États-Unis non plus, personne ne parle ainsi. Si vous allez en Chine, c'est à peu près tout ce que vous entendez : à quoi ressemblera la Chine en deux mille quarante-neuf ? Et ce n'est pas une discussion futile. C'est une réflexion intense, avec de la planification et une vision à long terme. C'est la véritable marque d'une stratégie cohérente et efficace.

#Glenn

Wayne Gretzky a dit un jour que son secret, c'était de ne pas aller là où se trouvait le palet, mais là où il allait. Et j'imagine qu'en géoéconomie, vous suivez une logique similaire. Vous devez vous adapter.

#Jeffrey Sachs

Et au fait, c'est formidable. Je me souviens de cette formule, qui est très belle. Ce n'est pas si difficile de se projeter dans l'avenir. Et je pense que c'est quelque chose qui est complètement négligé dans presque toute la géopolitique. On peut assez bien prévoir où en sera la population mondiale dans vingt-cinq ans. Si vous demandez ce qu'il en sera dans soixante-quinze ans, c'est un peu plus difficile. Mais on peut tout de même faire une bonne projection, bien sûr, sauf en cas de catastrophes majeures, celles-là mêmes que nous essayons d'empêcher. On peut aussi assez bien prévoir où en sera l'économie mondiale dans vingt-cinq ans, parce qu'il existe quelques principes fondamentaux qui permettent de suivre les trajectoires du développement économique.

Et j'ai eu une expérience, Glenn, que je voudrais évoquer, parce qu'elle est vraiment très pertinente ici. En mille neuf cent quatre-vingt-quinze, la Banque asiatique de développement m'a demandé de faire une sorte de projection économique pour l'Asie à l'horizon deux mille vingt-cinq. J'ai donc réalisé une étude intitulée « L'Asie émergente », publiée en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept. Elle affirmait que la croissance économique de l'Asie dépasserait celle de l'Occident de plusieurs points de pourcentage, selon les conditions de départ dans les différentes régions d'Asie. On pouvait donc prévoir qu'en deux mille vingt-cinq, la part de l'Asie dans l'économie mondiale serait supérieure de vingt points de pourcentage à ce qu'elle était en mille neuf cent quatre-vingt-quinze. Eh bien, cette étude est sortie au mauvais moment, car elle a été publiée environ deux semaines avant la crise financière asiatique. Cette vision optimiste de l'Asie a alors semblé erronée et, de toute façon, sans rapport avec l'urgence de la crise.

Donc, le livre n'est jamais allé plus loin que sur une étagère ou dans la poubelle. Mais vingt-cinq ans plus tard... en fait, trente ans plus tard, je l'ai regardé pour la première fois. J'ai dû en acheter un exemplaire sur eBay, parce que je n'avais même pas un exemplaire de mon propre livre sur mon étagère. J'ai regardé ce que j'avais prédit en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, et ce qui s'était réellement passé. Il s'est avéré que la part de l'Asie dans l'économie mondiale avait augmenté de vingt points de pourcentage. En fait, j'étais presque tombé juste, à un petit peu près. J'ai eu un peu de chance, mais c'était presque exact au point de pourcentage près. Si vous étiez dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, vous pouviez dire que la Chine allait devenir un pays beaucoup plus grand et beaucoup plus riche. C'est le genre de chose auquel penserait un homme d'État, un dirigeant national ou un stratège.

Mais il est difficile de revenir aux années mille neuf cent quatre-vingt-dix et de trouver un Américain qui se disait : oui, la Chine va se développer, et le monde va devenir multipolaire. Quel genre de monde cela va-t-il être ? Et comment devons-nous le façonner pour qu'il soit pacifique et constructif, plutôt qu'un monde dangereux ? Nous devrions nous poser les mêmes questions à propos de deux

mille cinquante. L'Europe devrait faire de même. Elle devrait se demander ce qu'une région qui compte aujourd'hui quatre cent cinquante millions d'habitants, soit environ cinq pour cent de la population mondiale, et qui, vers les dernières décennies de ce siècle, représentera moins de quatre pour cent de la population mondiale, devrait faire. Eh bien, se raccrocher aux États-Unis, qui représenteront eux aussi environ quatre pour cent de la population mondiale, ce n'est pas exactement la bonne réponse. On peut regarder les chiffres et se dire : non, même cet Occident transatlantique, qui représentait cinquante pour cent de la production mondiale en mille neuf cent cinquante, va...

#Jeffrey Sachs

Quinze pour cent ou moins de la production mondiale, vers la fin du vingt-et-unième siècle. Ce n'est pas un avenir. Ce n'est qu'une petite partie d'un monde extrêmement diversifié. Et chaque région devrait se demander : qu'est-ce que nous voulons avoir, et comment pouvons-nous assurer notre sécurité dans ce monde extrêmement diversifié ? La Russie, soit dit en passant, a clairement réfléchi à cela de manière plus intelligente. Car son alliance économique, géopolitique et militaire, en matière de sécurité, avec la Chine, n'est pas une sorte de mariage de raison à court terme, né d'erreurs de la politique américaine — même si les États-Unis ont contribué à l'accélérer. C'est en réalité le bon choix. C'est le bon choix pour la Chine et pour la Russie de dire : « Nous sommes un pays eurasiatique, et nous ne sommes pas simplement un pays européen. »

Nous ne sommes pas obligés de ne regarder que l'Union européenne d'aujourd'hui ou les États-Unis pour notre avenir. C'est exactement ce que Brzezinski disait que la Russie devrait faire, qu'elle n'aurait pas le choix, affirmait-il dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix : se tourner vers l'Ouest. Mais la Russie dit : écoutez, si l'Occident se ferme, s'il fait exploser des gazoducs, s'il ne veut pas commercer, s'il impose vingt vagues de sanctions, s'il ne veut pas parler de sécurité inclusive, nous avons un monde immense, qui ne dépend pas des cinq pour cent du monde représentés par l'Union européenne. Nous avons un vaste monde avec lequel traiter, et nous n'allons pas y perdre. C'est une évaluation plus juste.

#Glenn

Oui, eh bien, je peux comprendre certaines décisions politiques qui ont été prises dans les années quatre-vingt-dix. Je veux dire, les politiques européennes... vous savez, la pensée unipolaire s'est traduite par l'élargissement de l'OTAN. Oui, cela a de nouveau divisé le continent. Mais l'avantage, au fond, c'était que les États-Unis restaient en Europe. Et le moment unipolaire des États-Unis est essentiellement devenu l'hégémonie collective de l'Occident. Donc, vous savez, je ne suis pas d'accord avec ça, mais je le comprends. Et puis, pour la Russie, comme vous l'avez dit, l'argument était que l'Occident était la seule option sur la table. Joe Biden l'a même dit très explicitement dans les années quatre-vingt-dix : quel que soit l'accord, même le pire accord possible que nous puissions proposer à la Russie, ce sera toujours le meilleur accord disponible.

#Jeffrey Sachs

C'est exactement cet état d'esprit.

#Glenn

Oui, ils vont devoir s'adapter à de nouvelles réalités, donc au fond, ça n'a pas vraiment d'importance. Mais maintenant qu'on a un monde multipolaire, l'économie s'est tellement déplacée vers l'est. La logique russe, aujourd'hui, c'est, vous savez : nous devons réorienter notre économie vers l'est. Autrement dit, nous diversifier. Idéalement, nous le ferions aussi avec l'Occident, mais ce n'est pas possible. Donc maintenant, l'économie ira vers l'est. Et nos armes devront être tournées vers l'ouest, pour dissuader, pour empêcher l'expansion de l'OTAN.

Je veux dire, toute la logique qu'on avait en Europe repose encore sur une vision unipolaire. Mais ce monde-là a disparu. Et même dans notre relation avec les États-Unis aujourd'hui, je veux dire, on concentre toutes nos activités économiques autour des États-Unis au lieu de se diversifier, alors même que les États-Unis cherchent à instaurer une relation plus prédatrice et plus exploitante. On peut prendre l'exemple de Trump qui tente de s'emparer du Groenland. Dans une certaine mesure, il y est parvenu. Mais il ne s'agit pas seulement de Trump. Biden a fait adopter l'Inflation Reduction Act. Ils ont fait sauter Nord Stream, puis ils offrent des incitations économiques pour que des industries européennes, devenues ensuite non compétitives, traversent l'Atlantique. Je ne pense pas qu'ils voient le monde qui arrive. Au lieu de ça, ils parlent de la Russie qui restaurerait l'Union soviétique, de Poutine comme du nouveau Hitler. Je veux dire, ils regardent littéralement vers le passé.

#Jeffrey Sachs

Exactement. Et l'Europe, en réalité, avait plutôt bien compris les choses vers deux mille dix, je dirais. Les relations économiques entre l'Europe et la Russie se développaient. On construisait des gazoducs. La relation entre l'Allemagne et la Russie se renforçait, avec une certaine continuité dans le développement industriel. L'industrie lourde allemande reposait, bien sûr, sur une énergie russe bon marché. Le développement industriel de la Russie était fortement soutenu par des investissements venus d'Allemagne et d'autres pays européens. En fait, cela fonctionnait. Et l'Europe avait l'idée que nous devions être pionniers dans les technologies vertes de l'avenir. Certaines de ces politiques ont suscité la controverse et ont été menées de la manière la plus maladroite qui soit. Vous savez, par exemple, la décision allemande d'arrêter soudainement le nucléaire était une absurdité, et une tragédie au regard de ses effets économiques réels.

Au moins, en deux mille dix ou en deux mille quinze, l'idée était la suivante : regarder vers l'avenir et soutenir les technologies du futur. Et dans ce contexte, des liens économiques plus étroits avec la Chine auraient été, sans aucun doute, une voie vers un changement technologique rapide et réussi, et vers l'innovation, pour les décennies à venir. Aujourd'hui, toute cette idée a disparu. Et à

Bruxelles, on ne trouve plus aucune vision tournée vers l'avenir. Et par Bruxelles, bien sûr, j'entends le projet structuré de l'Union européenne. Il n'existe plus. L'Union est entièrement sur la défensive, totalement pessimiste. Elle relève les ponts, elle les fait sauter, au lieu d'essayer de les construire. Elle ne pense pas à l'avenir. Elle essaie de sauver ce qui peut encore l'être.

Et bien sûr, Donald Trump rend au moins ce service à l'Europe : il dit : « De l'autre côté, vous n'avez même plus rien sur quoi vous appuyer. » En réalité, cela a un petit effet salutaire. Car sortir de cette mentalité selon laquelle les États-Unis sont notre bastion de sécurité, et selon laquelle nous devons suivre les États-Unis presque aveuglément, où qu'ils nous mènent, c'est précisément ce qui a causé la perte de l'Europe. Parce que les États-Unis, nous le savons, se sont opposés, dans les faits, à des relations plus étroites entre l'Europe et la Russie. C'était l'une des choses qu'il fallait combattre. L'Allemagne et la Russie ne devaient jamais se rapprocher autant. Car alors, quelle aurait été la place des États-Unis dans cette équation ? Toute l'expansion de l'OTAN était considérée avec beaucoup de scepticisme par une grande partie de l'Europe.

Et en deux mille huit, nous savons qu'Angela Merkel elle-même estimait que l'idée de s'engager à élargir l'OTAN à l'Ukraine était une erreur effroyable. Et qu'en Russie, comme elle l'a écrit, cela serait interprété comme l'équivalent d'une déclaration de guerre. Et pourtant, elle a cédé. Parce qu'à ce stade déjà très tardif, après l'Ostpolitik, après la réunification allemande, après l'établissement de relations, il semble que l'Europe n'arrivait toujours pas à imaginer une politique fondée sur l'Europe elle-même. Pour les dirigeants politiques européens, cela restait apparemment inconcevable. Ils ont suivi la politique des États-Unis. Or, cette politique américaine était totalement erronée. Elle reposait sur cette idée d'une primauté éternelle, sans comprendre les dynamiques fondamentales de transformation du monde qui étaient à l'œuvre. C'était une photographie à un instant donné, pas une projection vers l'avenir. Et l'Europe s'y est accrochée.

Aujourd'hui, les États-Unis se débattent dans une crise politique assez profonde, qui ne va pas disparaître. Et l'Europe n'arrive pas à sortir de son ancienne trajectoire. Il semble très difficile, pour presque tous les dirigeants européens, de penser au-delà de cela. On me l'a expliqué — Glenn, tu le sais très bien, mieux que quiconque — mais certains dirigeants européens m'ont dit : « Eh bien, on ne peut tout simplement pas dire ces choses-là. Parce que si on les dit, on est complètement écarté. On perd même sa place à la table des discussions. » Il y a donc un problème de censure parmi les dirigeants. Ils expriment à peine ce qu'ils pensent, même lorsqu'ils ont le sentiment que quelque chose ne va pas. Parce que cette pensée de groupe aussi — c'est peut-être une compensation au manque d'institutions efficaces en Europe — mais il existe une sorte de... même pour les quelques-uns qui réfléchissent plus clairement, quand ils disent ces choses-là.

Et nous avons eu des responsables politiques comme Viktor Orbán, en Hongrie, qui ont dit deux choses très, très importantes. Premièrement, nous ne devrions pas faire la guerre à la Russie. Deuxièmement, nous devrions entretenir de bonnes relations avec la Chine. Et il est devenu, bien sûr, la bête noire de Bruxelles. Ils ont tout fait pour soutenir l'opposition politique en Hongrie, afin qu'une voix comme la sienne ne soit pas entendue. C'est donc un autre problème. Il n'y a pas

seulement de la confusion, à mon avis. Il est aussi très difficile, même pour les dirigeants européens les plus lucides, de s'exprimer aujourd'hui. Parce qu'il y a ces normes qui imposent de s'aligner sur une politique qui échoue depuis longtemps, et sur une dérive continue qui va jusqu'à une guerre ouverte avec la Russie.

#Glenn

Je comprends ce que vous dites, cela dit. Trump aurait dû être le signal d'alarme parfait pour pousser les Européens à changer. Parce que, comme vous l'avez dit, depuis quatre-vingts ans, nous vivons avec le même modèle de sécurité, le même modèle économique, le même modèle politique, étroitement liés aux États-Unis. Mais les Européens ont aussi une base d'unité très fragile. Ils dépendent donc eux aussi de l'apaisement américain. Et, bien sûr, nous avons une puissante idéologie d'hégémonie libérale, qui ne disparaît pas.

#Jeffrey Sachs

C'est une question terrible, Glenn. Je n'en connais pas la réponse. Mais l'Europe est en train d'échouer, aujourd'hui. Alors l'opposition politique au courant dominant dit : « Moins d'Europe. » Je ne suis pas vraiment d'accord avec ça, mais c'est évidemment une réaction compréhensible. Bruxelles, c'est un désastre. Pourquoi faudrait-il rompre ces liens ? C'est ce que dit Marine Le Pen, par exemple, si je la comprends bien. Et plusieurs partis d'opposition disent : « Ça ne va pas tout à fait. » Ce qui est juste, en revanche, c'est que, oui, les politiques de Bruxelles sont désastreuses. Elles n'ont aucun sens. Elles entraînent l'Europe vers le bas. Mais je crois aussi que, dans un monde multipolaire, il serait vraiment difficile pour la péninsule occidentale de l'Eurasie de n'être que vingt-sept petites principautés.

Pour moi, ce n'est pas une meilleure Europe que de dire : chacun suit son propre chemin parce que Bruxelles est tellement incompétente. Pourtant, c'est le point de vue dominant dans l'opposition. Là encore, c'est compréhensible : on réagit contre ceux qui prennent les mauvaises décisions. Mais moi, je pense réellement que l'Europe a besoin d'une structure plus solide, qui soit efficace, d'une meilleure vision. Car nous vivons dans un monde de grandes puissances. C'est le cas. L'Inde compte aujourd'hui un milliard et demi d'habitants, et elle en comptera un milliard sept cents millions. La Chine compte un milliard quatre cents millions d'habitants. L'Union africaine deviendra davantage une véritable union. Elle le doit. On ne peut pas avoir cinquante-cinq États postcoloniaux et aller bien loin. Donc, je pense que l'Afrique deviendra davantage une union. Et la Russie, bien sûr, avec ses dix-sept millions de kilomètres carrés, est un géant d'un autre genre.

Donc, face aux politiques européennes absolument mal avisées, l'opposition européenne dit maintenant : eh bien, il faut se séparer, il nous faut notre propre souveraineté. Mais ce n'est pas non plus le bon diagnostic, j'en ai peur. L'Europe, ce sont vingt-sept pays indépendants, sans coopération ni coordination efficaces. Et elle sera dépecée par les États-Unis, qui pourraient devenir le pire ennemi de l'Europe, ou par d'autres forces dans le monde. Moi, je suis favorable à davantage

d'Europe, mais à une Europe beaucoup plus intelligente, beaucoup plus orientée vers la paix, plus stratégique et plus axée sur l'économie. Pourtant, il semble qu'il n'y ait presque aucune place, aujourd'hui, dans la politique européenne, pour ce point de vue particulier.

#Glenn

Eh bien, je suis d'accord. Je pense que l'Europe a besoin de coopération et d'un pouvoir de négociation collectif pour jouer un rôle dans le monde. Mais dans les années quatre-vingt-dix, au moins, on avait des discussions : qu'est-ce que l'Europe ? Parce qu'aujourd'hui, on est en quelque sorte enfermés dans une conception figée.

#Jeffrey Sachs

Absolument.

#Glenn

Par exemple, Brzezinski, vous savez, avait un jour avancé l'idée que la coopération entre l'Allemagne et la Russie constituait une menace pour l'intégration européenne. Pourtant, ce sont les deux plus grands pays d'Europe. Donc, on met en place les deux éléments principaux, puis on organise le reste. Enfin, cela montre en quelque sorte ce que nous voulons dire. Quand on parle d'intégration européenne, on se met soudain à parler de nouvelles lignes de division militarisées. Or, ce n'est pas vraiment l'Europe. Et puis, pourquoi centraliser le pouvoir ou les compétences, en les retirant aux parlements élus au niveau inférieur, pour les transférer à Kaja Kallas et à von der Leyen, si ce n'est pas nécessaire ? Mais je suis d'accord : l'Europe doit trouver un moyen de se coordonner. J'aimerais simplement que certaines de ces discussions puissent de nouveau s'ouvrir.

#Jeffrey Sachs

Bien sûr. Nous sommes à cent pour cent sur la même longueur d'onde. Ce n'est certainement pas une façon de dire : remettons ça à Bruxelles, avec ce mode de fonctionnement institutionnalisé et ces erreurs profondes. Et quelle surprise d'entendre Brzezinski, en patriote polonais, dire : ne laissez pas l'Allemagne et la Russie se rapprocher. Oui, mais ce n'était pas vraiment la bonne vision pour l'Europe. Et cela ne s'est pas non plus révélé être la bonne vision pour les États-Unis. C'était un homme très sympathique et très intelligent, mais il s'est trompé sur presque tout dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, lorsqu'il a essayé d'élaborer une stratégie de cette manière.

#Glenn

Eh bien, merci beaucoup pour votre temps, et passez une excellente journée là-bas, au Vatican.

#Jeffrey Sachs

Très bien. On en reparle dans un instant.

#Jeffrey Sachs

Merci beaucoup.